# CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.373/2
du 23 novembre 2021

sur

un projet d'arrêté ministériel 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale et portant modification de l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique du secrétariat de la police intégrée (SSGPI)'

# RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.373/2
van 23 november 2021

over

een ontwerp van ministerieel besluit 'houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie en tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 november 2016 houdende de weging en de indeling in klassen van de ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van het secretariaat van de geïntegreerde politie (SSGPI)'

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Le 25 octobre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale et portant modification de l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique du secrétariat de la police intégrée (SSGPI)'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 novembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 novembre 2021.

*

Op 25 oktober 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie en tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 november 2016 houdende de weging en de indeling in klassen van de ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van het secretariaat van de geïntegreerde politie (SSGPI)'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 november 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 november 2021.

*

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'alinéa 7 du préambule fait référence à de nombreux avis du Comité supérieur de concertation pour les services de police qui ont été donnés pendant la période qui s'étend du 29 avril 2009 au 16 septembre 2020.

Il y a lieu de constater que cette formalité préalable obligatoire a été accomplie depuis un laps de temps beaucoup trop long puisque certains avis relatifs à la concertation syndicale ont été donnés il y a plus de douze ans.

Il est rappelé que le délai qui s'écoule entre l'accomplissement de formalités précédant une décision et celle-ci doit en principe être bref.

Dans le cas contraire, l'autorité ne peut se fonder sur les formalités accomplies que s'il est démontré que les circonstances de fait et de droit à prendre en compte n'ont pas évolué à un point tel que la procédure qui a été suivie devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce [1].

Dans le cas présent, les circonstances ont évolué depuis 2009 de telle manière que la formalité n'est donc pas valablement accomplie.

2. Les alinéas 9 à 11 du préambule sont relatifs à l'absence de décision concernant le contrôle budgétaire.

Les fonctionnaires déléguées ont confirmé que l'accord de la Secrétaire d'État au Budget a été demandé mais qu'aucune décision n'a été reçue depuis cette demande.

Le document joint au dossier de pièces n'est pas daté et l'auteur du projet vérifiera si cet accord a bien été sollicité le 1er juillet 2021 comme il est indiqué à l'alinéa 9 du préambule.

Par ailleurs, à l'alinéa 10 du préambule, conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', il faut mentionner l'absence d'« accord » plutôt que l'absence d'« avis » de la Secrétaire d'État au Budget.

[1] Voir, dans le même sens, l'avis 68.537/2 donné le 11 janvier 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 février 2021 'modifiant les articles 18, § 2, B., e), et 24, § 1er, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68537).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

3. Après l'alinéa 16, il y a lieu d'inverser les mots « Besluit : » et « Arrête : ».

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans un avis 56.719/2 donné le 27 octobre 2014 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 1er décembre 2014 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale', la section de législation a fait observer ce qui suit :

> « Le texte en projet a été conçu comme un nouvel arrêté ministériel qui a pour objet de pondérer et de répartir en classes de fonctions trois fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la Police fédérale (CG-Direction de la communication, DGR-Direction de la logistique, DGR-Direction du personnel) conformément à l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 'relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police'.
>
> Interrogés à ce sujet mais aussi sur la question de savoir si toutes les fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la Police fédérale sont à présent pondérées conformément à cet arrêté ministériel, les fonctionnaires délégués ont répondu ce qui suit :
>
> 'Le texte en projet, tout comme l'AM du 10 juillet 2012 et l'AM du 11 février 2014 portant tous les deux la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale, ne modifie pas l'AM du 5 juin 2007 mais en est une application. Le texte en projet est dès lors bel et bien un nouvel AM pris en exécution de l'AM du 5 juin 2007 qui met en place le système de pondération […].
>
> D'autres nouvelles fonctions de niveau A seront prévues dans un nouveau tableau organique en cours d'élaboration. Le projet d'AM portant la pondération et la répartition en classes de ces fonctions vous sera soumis ultérieurement'.
>
> Une telle façon de procéder ne permet pas d'avoir une vue sur l'ensemble des fonctions pondérées.
>
> Il est donc suggéré de grouper dans un seul texte l'ensemble des dispositions relatives à la pondération et à la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale » [2].

En l'espèce, il ressort ce qui suit de la lettre de demande d'avis :

> « Tenant compte de la suggestion de la Section de législation du Conseil d'État exprimée dans son avis 56.719/2 rendu le 27 octobre 2014 sur un précédent projet d'arrêté ministériel portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale, l'ensemble des dispositions relatives à la pondération et à la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la Police Fédérale de ces dernières années a été regroupé dans un seul texte.

[2] Avis 56.719/2 donné le 27 octobre 2014, sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 1er décembre 2014 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56719).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Pour la Police Fédérale, vu la complexité technique et légistique du dossier et l'ampleur des modifications à réaliser en la matière, j'ai opté pour l'adoption de dispositions autonomes, non modificatives de l'arrêté ministériel du 24 février 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale (M.B. du 9 mars 2016). Une harmonisation dans un seul arrêté ministériel des dispositions diverses relatives aux pondérations sera réalisée en temps utile.

Par contre pour le [secrétariat de la police intégrée, à deux niveaux (SSGPI)], les modifications, vu le caractère limité de celles-ci, ont été apportées à l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique du secrétariat de la police intégrée (SSGPI) (M.B. du 28 décembre 2016) (art. 30 à 32 de l'arrêté ministériel en projet) ».

En l'espèce, le projet a été conçu comme contenant des dispositions autonomes [chapitre I^er^ (« Dispositions générales »), articles 1^er^ à 29 et parties I à XXIX de l'annexe] tout en maintenant des dispositions à la fois dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 'portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique du secrétariat de la police intégrée (SSGPI)' [chapitre II du projet (« Dispositions modificatives et abrogatoires »), articles 30 à 32] et dans l'arrêté ministériel du 24 février 2016 'portant la pondération et la répartition en classe des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' [chapitre II du projet (« Dispositions modificatives et abrogatoires »), article 33].

Sont seules reprises dans le projet les dispositions contenues dans l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 'portant la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' [chapitre I^er^ du projet (« Dispositions générales »), article 1^er^ et partie I de l'annexe ; voir également l'article 34 du projet].

Quant à la conception du texte en projet, il y a donc lieu de réitérer l'observation formulée dans l'avis 56.719/2 précité étant donné que, comme l'auteur du texte l'indique lui-même dans sa demande d'avis, le travail de rassemblement de l'ensemble des dispositions en la matière dans un seul texte n'est pas achevé.

2. Les articles 1^er^ à 29 et l'annexe au projet ont pour objet de pondérer et répartir dans les cinq classes visées à l'article II.III.14, § 1^er^, alinéa 1^er^, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 'portant la position juridique des personnels des services de police' (en abrégé, ci-après : « PJPol ») des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale.

Conformément à l'article II.III.14, § 4, alinéa 1^er^, du PJPol, les fonctions de niveau A sont réparties dans les classes après une pondération sur base d'une matrice de deux axes comportant chacun quatre critères :

– l'axe encadrement (hiérarchie descendante, hiérarchie ascendante, responsabilité budgétaire et autonomie dans la gestion du personnel) ;

– et l'axe contribution (niveau de formation requis pour l'exercice de la fonction, expérience requise pour l'exercice de la fonction, complexité des problèmes traités et impact de la fonction).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

En application de l'article II.III.14, § 4, alinéa 2, du PJPol, le ministre peut fixer des modalités y relatives.

Ces règles sont contenues dans l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 'relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police' qui prévoit notamment ce qui suit :

> « Article 1er. La répartition des fonctions du niveau A dans les cinq classes, visées à l'article II.III.14, § 1er, PJPol, est effectuée conformément au système de pondération fixé au présent arrêté.
>
> Art. 2. Le système de pondération est mis en œuvre par les autorités de nomination respectives pour chaque fonction de niveau A.
>
> […]
>
> Art. 7. Tous les cinq ans, l'autorité de nomination procède à une pondération d'office des fonctions du niveau A.
>
> Art. 8. Si le contenu de la fonction est modifié sur décision de l'autorité, l'autorité de nomination procède immédiatement à une nouvelle pondération.
>
> […]
>
> Art. 14. Les pondérations engendrent les conséquences visées aux articles 11, 12 ou 13 à partir du 1er septembre qui suit.
>
> Art. 15. Cet arrêté produit ses effets le 1er janvier 2007.
>
> Art. 16. La première pondération engendre les conséquences visées aux articles 11, 12 ou 13 à partir du 1er septembre 2007.
>
> […]
>
> Art. 18. Par dérogation à l'article 7, la première pondération d'office se fait à partir de septembre 2009 avec les conséquences visées aux articles 11 ,12 ou 13 à partir du 1er septembre 2010 ».

3. Interrogées sur le projet, les fonctionnaires déléguées ont expliqué que celui-ci contient des dispositions qui ont pour objet soit d'établir une première pondération et une répartition en classes de nouvelles fonctions soit de revoir la pondération et la répartition en classes de fonctions existantes.

Il est prévu que ces dispositions produisent leurs effets, selon le cas, à partir des différentes dates énoncées à l'article 35 du projet (entre le 1er septembre 2007 et le 1er septembre 2020).

4.1. En l'espèce, il y a lieu de constater que l'arrêté ministériel en projet pose différents problèmes au regard du cadre juridique existant, en particulier quant aux modalités fixées par l'arrêté ministériel du 5 juin 2007.

4.2. Une pondération d'office des fonctions du niveau A doit être réalisée tous les cinq ans par l'autorité de nomination (article 7 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007), ce qui signifie qu'elle devait avoir lieu pour la première fois en 2009 (article 18 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007) puis en 2014 et en 2019.

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Or, comme cela a été confirmé par les fonctionnaires déléguées, telle n'est pas la portée du projet. Par ailleurs, le fait que le projet n'a pas vocation à rassembler dans un texte unique l'ensemble des dispositions en la matière (voir plus haut, l'observation générale n° 1) présente l'inconvénient que la prochaine pondération d'office devra être réalisée sur les fonctions contenues dans au minimum trois textes (l'arrêté ministériel en projet, l'arrêté ministériel du 24 février 2016 et l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016).

4.3. En raison de l'écoulement du temps, tel qu'il résulte des dispositions en projet, il n'apparaît pas que l'autorité de nomination a procédé immédiatement aux nouvelles pondérations lorsque le contenu de la fonction a été modifié sur décision de l'autorité (article 8 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007).

4.4. L'article 14 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 fixe l'entrée en vigueur des pondérations à la date du 1er septembre qui suit celles-ci, qu'il s'agisse d'une première pondération ou des pondérations suivantes, avec, à cette date, les conséquences qui en résultent et qui sont visées aux articles 11, 12 et 13 du même arrêté. Ainsi, l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 ne contient donc pas de disposition particulière réglant l'entrée en vigueur de la première pondération pour une nouvelle fonction qui serait créée après son entrée en vigueur.

Or, il ressort de l'examen des dispositions du projet [chapitre III (« Dispositions finales »), article 35 du projet] [3] que l'auteur du texte a procédé à une distinction pour les entrées en vigueur selon qu'il s'agit de nouvelles fonctions impliquant une première pondération (entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit la réunion du comité supérieur de concertation) ou de fonctions existantes repondérées (entrée en vigueur le 1er septembre qui suit la réunion du comité de concertation en application de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007).

S'il peut paraître logique, lorsqu'il s'agit de la pondération d'une nouvelle fonction, de prévoir une entrée en vigueur plus rapide que celle prévue par l'article 14 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, il y a lieu de revoir celui-ci en ce sens. Dans le cadre juridique existant, la distinction établie par l'auteur du texte concernant les entrées en vigueur n'existe toutefois pas.

4.5. Il résulte de ce qui précède qu'en l'espèce les règles prévues par l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, tel qu'il est conçu actuellement, n'ont pas été respectées.

[3] Voir également les deux tableaux joints à l'avis du 3 mai 2021 de l'Inspecteur des Finances (« Bijlage 1 – herwegingen ; bijlage 2 – nieuwe wegingen »).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### DISPOSITIF

### Article 30

1. Lorsqu'un article est divisé en paragraphes, aucune partie de l'article ne peut échapper à cette division et le signe « § », qui caractérise un paragraphe, n'est pas destiné à initier les éléments d'une énumération [4].

En conséquence, les signes et les chiffres « § 1er. », « § 2. » et « § 3. » seront remplacés par les subdivisions « 1° », « 2° » et « 3° » [5].

L'article 35, alinéas 12, 29 et 30, sera adapté en conséquence.

Une observation analogue vaut pour l'article 33 et pour l'article 35, alinéas 4, 8, 15 et 23.

2. Il y a lieu en outre de tenir compte de ce que l'article 30 prévoit quatre modifications puisqu'il s'agit d'incorporer quatre lignes dans le tableau figurant dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 mais la disposition en projet est seulement divisée en trois subdivisions.

Il y a lieu d'ajouter un 4° avant la modification consistant à insérer une ligne relative au « Chef bureau appui technique » dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016.

L'article 35 du projet sera complété par voie de conséquence afin de prévoir la date d'entrée en vigueur de l'article 30, 4°. Selon les informations reçues des fonctionnaires déléguées, il s'agit du 1er septembre 2020.

[4] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, http://www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 57.1 et 68.

[5] *Ibid.*, recommandation no 68.

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Article 33

Les fonctionnaires déléguées ont confirmé que l'ensemble des différentes pondérations des fonctions abrogées dans l'arrêté ministériel du 24 février 2016 correspondent aux fonctions énoncées dans les articles 2 à 29 du projet (voir également l'annexe au projet, spécialement les parties II à XXIX).

Article 34

La disposition à l'examen tend à abroger, à partir du 1er septembre 2018 (voir l'article 35, alinéa 15, du projet), la pondération relative au « Conseiller Membre ICT responsable Cellule ICT » figurant à la partie I de l'annexe au projet (voir l'article 1er du projet).

Comme il a été exposé précédemment, dans l'observation générale n° 1, les dispositions contenues dans l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 'portant la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' sont reproduites dans l'article 1er du projet et dans la partie I de l'annexe au projet.

À ce sujet, la lettre de demande d'avis précise ce qui suit :

> « Quant aux pondérations et répartitions en classes des fonctions de l'OCAM reprises en annexe de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 (annexe 5), entrées en vigueur le 1er septembre 2007, elles sont reprises dans l'arrêté ministériel en projet (partie I) vu l'absence de publication de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 au *Moniteur belge*. Le 1er septembre 2007 correspond à la date d'entrée en vigueur du nouveau statut des membres du personnel du cadre administratif et logistique de la police intégrée ».

Malgré ce défaut de publication au *Moniteur belge*, il y a lieu, dans un souci de sécurité juridique, d'ajouter un nouvel article au projet dans le chapitre II, relatif aux « [d]ispositions modificatives et abrogatoires », afin de prévoir l'abrogation de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 'portant la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale'.

Le projet sera complété en conséquence.

Article 35

L'article 35 prévoit différentes entrées en vigueur qui produisent leurs effets selon le cas du 1er septembre 2007 au 1er septembre 2020.

Dans sa lettre de demande d'avis, l'auteur du texte explique ce qui suit :

> « Vous pourrez constater que l'entrée en vigueur des pondérations et des répartitions en classes des fonctions est prévue le 1er jour du mois qui suit la réunion du comité supérieur de concertation au cours de laquelle la pondération et la répartition en classes des fonctions en question a été concertée.

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Par contre, pour les fonctions déjà pondérées qui font l'objet d'une nouvelle pondération (parties IV, VIII, XIV, XXII et XXIX de l'annexe au projet d'arrêté ministériel ainsi que son art. 32), l'entrée en vigueur a lieu le 1er septembre qui suit ladite réunion, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale et au point 2.4 (conséquences liées à la pondération) de la GPI 60.

Votre attention est également attirée sur les pondérations et les répartitions en classes des fonctions reprises à la partie IV de l'annexe qui ont fait l'objet de nouvelles pondérations et répartitions en classes : les fonctions d'analystes stratégiques, de conseillers juristes du Service juridique et d'Officier de sécurité-juriste suite à l'annulation des précédentes par le Conseil d'État (C.E, n° 239.475 du 20/10/2017, n° 239.978 du 28/11/2017 et n° 242.035 du 02/07/2018) tandis que la fonction de Conseiller Chef de service au sein de la Direction des Finances suite à une pondération et une répartition en classe erronées lors de l'optimalisation (annexe 4). Vu que le Conseil d'État a annulé l'arrêté ministériel du 24 février 2016 précité en tant qu'il concerne les premiers profils de fonctions précités et que cet arrêté doit être modifié en ce qu'il concerne le profil susmentionné au sein de DRF, les nouvelles pondérations entrent en vigueur le 1er septembre 2016, c'est-à-dire le 1er septembre qui suit le 26 octobre 2015, date d'entrée en vigueur de cet arrêté ministériel ».

Sur le choix des dates d'entrées en vigueur, il est renvoyé à la critique formulée plus haut, dans l'observation générale n° 4.4.

Pour le surplus, il résulte de l'article 35 que toutes les dispositions du projet ont une portée rétroactive.

Il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels [6].

Eu égard à la technicité de la matière et aux nombreuses dates d'entrées en vigueur prévues à l'article 35 du projet, il n'a pas été possible de vérifier si chacune d'elle entrait bien dans les conditions prérappelées.

Il appartient à l'auteur du texte de s'assurer que tel est bien le cas.

[6] Voir dans le même sens, l'avis 54.470/2 donné le 4 décembre 2013 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 11 février 2014 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54470) et l'avis 58.508/2 donné le 14 décembre 2015 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 24 février 2016 'portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58508).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Annexe

La légende relative aux huit critères de pondération se trouve après le visa et la signature de l'annexe de telle manière qu'elle ne fait pas partie du dispositif de cette annexe. Pareille manière de faire nuit en outre à la lisibilité de celle-ci.

Par conséquent, il y a lieu de placer cette légende en début d'annexe, entre l'intitulé de l'annexe et la partie I de celle-ci, ainsi que de faire référence à la norme supérieure appliquée puisque cette légende est établie conformément à l'article II.III.14, § 4, alinéa 1er, du PJPol.

*

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In het zevende lid van de aanhef wordt verwezen naar talrijke adviezen die in de periode van 29 april 2009 tot 16 september 2020 door het hoog overlegcomité voor de politiediensten gegeven zijn.

Er moet worden opgemerkt dat dat verplichte voorafgaande vormvereiste al veel te lang geleden vervuld is, aangezien sommige adviezen in verband met het overleg met de vakbonden meer dan twaalf jaar geleden gegeven zijn.

Er wordt aan herinnerd dat de periode tussen het vervullen van vormvereisten voorafgaand aan een beslissing en de beslissing zelf in beginsel kort moet zijn.

Indien dat niet het geval is, mag een overheid alleen op de vervulde vormvereisten steunen als wordt aangetoond dat de feitelijke en de juridische omstandigheden die in aanmerking moeten worden genomen, niet dermate gewijzigd zijn dat men de gevolgde procedure zou moeten beschouwen als niet meer relevant ter zake.[1]

In dit geval zijn de omstandigheden sinds 2009 zodanig geëvolueerd dat het vormvereiste dus niet rechtsgeldig vervuld is.

2. Het negende tot het elfde lid van de aanhef hebben betrekking op het feit dat er geen beslissing is genomen met betrekking tot de begrotingscontrole.

De gemachtigde ambtenaren hebben bevestigd dat om de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting verzocht is, maar dat sindsdien geen enkele beslissing is ontvangen.

Het document dat bij het dossier met de stukken is gevoegd, is niet gedagtekend. De steller van het ontwerp moet nagaan of wel degelijk op 1 juli 2021 om die akkoordbevinding verzocht is, zoals in het negende lid van de aanhef wordt aangegeven.

[1] Zie in dezelfde zin advies 68.537/2, op 11 januari 2021 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 22 februari 2021 'tot wijziging van de artikelen 18, § 2, B., e), en 24, § 1, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68537).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Voorts moet in het tiende lid van de aanhef, overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole', niet worden vermeld dat de staatssecretaris voor Begroting geen "advies" heeft gegeven, maar wel dat haar "akkoordbevinding" niet voorhanden is.

3. Na het zestiende lid moeten de woorden "Besluit:" en "Arrête:" van plaats worden verwisseld.

## ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In advies 56.719/2, op 27 oktober 2014 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 1 december 2014 'houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie', heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

> "De ontworpen tekst is opgevat als een nieuw ministerieel besluit dat ertoe strekt drie ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie (CG-Directie van de communicatie, DGR-Directie van de logistiek, DGR-Directie van het personeel) te wegen en in te delen in klassen overeenkomstig het ministerieel besluit van 5 juni 2007 'betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten'.
>
> Op een vraag om uitleg daarover, maar ook op de vraag of alle ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie thans gewogen zijn overeenkomstig dat ministerieel besluit, hebben de gemachtigde ambtenaren het volgende geantwoord:
>
> 'Le texte en projet, tout comme l'AM du 10 juillet 2012 et l'AM du 11 février 2014 portant tous les deux la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale, ne modifie pas l'AM du 5 juin 2007 mais en est une application. Le texte en projet est dès lors bel et bien un nouvel AM pris en exécution de l'AM du 5 juin 2007 qui met en place le système de pondération (…).
>
> D'autres nouvelles fonctions de niveau A seront prévues dans un nouveau tableau organique en cours d'élaboration. Le projet d'AM portant la pondération et la répartition en classes de ces fonctions vous sera soumis ultérieurement.'
>
> Een dergelijke werkwijze biedt geen overzicht van alle gewogen ambten.
>
> Er wordt dan ook voorgesteld om in één enkele tekst alle bepalingen te groeperen die betrekking hebben op de weging en de indeling in klassen van de ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie."[2]

[2] Advies 56.719/2, op 27 oktober 2014 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 1 december 2014 'houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/56719).

*In casu* blijkt uit de brief met de adviesaanvraag het volgende:

"Tenant compte de la suggestion de la Section de législation du Conseil d'État exprimée dans son avis 56.719/2 rendu le 27 octobre 2014 sur un précédent projet d'arrêté ministériel portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale, l'ensemble des dispositions relatives à la pondération et à la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la Police Fédérale de ces dernières années a été regroupé dans un seul texte.

Pour la Police Fédérale, vu la complexité technique et légistique du dossier et l'ampleur des modifications à réaliser en la matière, j'ai opté pour l'adoption de dispositions autonomes, non modificatives de l'arrêté ministériel du 24 février 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale (M.B. du 9 mars 2016). Une harmonisation dans un seul arrêté ministériel des dispositions diverses relatives aux pondérations sera réalisée en temps utile.

Par contre pour le [secrétariat de la police intégrée, à deux niveaux (SSGPI)], les modifications, vu le caractère limité de celles-ci, ont été apportées à l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique du secrétariat de la police intégrée (SSGPI) (M.B. du 28 décembre 2016) (art. 30 à 32 de l'arrêté ministériel en projet)."

In dit geval is het ontwerp aldus opgevat dat het autonome bepalingen bevat [hoofdstuk 1 ("Algemene bepalingen"), artikelen 1 tot 29 en delen I tot XXIX van de bijlage] en tevens bepalingen handhaaft zowel in het ministerieel besluit van 22 november 2016 'houdende de weging en de indeling in klassen van de ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van het secretariaat van de geïntegreerde politie (SSGPI)' [hoofdstuk II ("Wijzigings- en opheffingsbepalingen") van het ontwerp, artikelen 30 tot 32] als in het ministerieel besluit van 24 februari 2016 'houdende de weging en de indeling in klassen van de ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie' [hoofdstuk II ("Wijzigings- en opheffingsbepalingen") van het ontwerp, artikel 33].

In het ontwerp worden enkel de bepalingen overgenomen die vervat zijn in het ministerieel besluit van 8 oktober 2009 'houdende de indeling in klassen van de ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie' [hoofdstuk I ("Algemene bepalingen") van het ontwerp, artikel 1 en deel I van de bijlage; zie ook artikel 34 van het ontwerp].

Wat betreft de wijze waarop de ontworpen tekst is opgevat, dient de opmerking die in het voornoemde advies 56.719/2 geformuleerd is, dus nogmaals te worden gemaakt, aangezien, zoals de steller van de tekst in zijn adviesaanvraag zelf aangeeft, nog niet alle bepalingen ter zake in één enkele tekst samengebracht zijn.

2. De artikelen 1 tot 29 en de bijlage bij het ontwerp strekken ertoe ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie te wegen en in te delen in de vijf klassen bedoeld in artikel II.III.14, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 'tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten' (hierna afgekort als "RPPol").

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Overeenkomstig artikel II.III.14, § 4, eerste lid, van het RPPol worden de ambten van niveau A in de klassen ingedeeld na een weging op basis van een matrix met twee assen die elk vier criteria bevatten:

– de as omkadering (hiërarchie in dalende lijn, hiërarchie in stijgende lijn, budgettaire verantwoordelijkheid en autonomie in het raam van personeelsbeheer);

– en de as bijdrage (opleidingsniveau vereist voor de uitoefening van de functie, ervaring vereist voor de uitoefening van de functie, complexiteit van de te behandelen problemen en invloed van de functie).

Met toepassing van artikel II.III.14, § 4, tweede lid, van het RPPol kan de minister ter zake nadere regels vaststellen.

Die regels zijn vervat in het ministerieel besluit van 5 juni 2007 'betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten', waarin onder meer het volgende wordt bepaald:

> "Artikel 1. De indeling van de functies van niveau A in de vijf klassen, bedoeld in artikel II.III.14, § 1, RPPol, wordt uitgevoerd overeenkomstig het in dit besluit bepaalde systeem van weging.
>
> Art. 2. Het systeem van de weging wordt voor elke functie van niveau A door de benoemende overheid ten uitvoer gelegd.
>
> (…)
>
> Art. 7. Om de vijf jaar gaat de benoemende overheid over tot een ambtshalve weging van de functies van niveau A.
>
> Art. 8. Indien de inhoud van de functie op beslissing van de overheid wordt gewijzigd, wordt onmiddellijk een nieuwe weging uitgevoerd door de benoemende overheid.
>
> (…)
>
> Art. 14. De wegingen hebben de in de artikelen 11, 12 of 13 bedoelde gevolgen vanaf de eerste september die erop volgt.
>
> Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.
>
> Art. 16. De eerste weging heeft de in de artikelen 11, 12 of 13 bedoelde gevolgen vanaf 1 september 2007.
>
> (…)
>
> Art. 18. In afwijking van artikel 7 heeft de eerste ambtshalve weging plaats vanaf september 2009 met de in de artikelen 11, 12 of 13 bedoelde gevolgen vanaf 1 september 2010."

3. Naar aanleiding van een vraag over het ontwerp hebben de gemachtigde ambtenaren uitgelegd dat het ontwerp bepalingen bevat die hetzij een eerste weging en een indeling in klassen van nieuwe functies invoeren, hetzij de weging en de indeling in klassen van bestaande functies herzien.

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Er wordt bepaald dat die bepalingen, naargelang van het geval, uitwerking hebben met ingang van de verschillende datums (tussen 1 september 2007 en 1 september 2020) die artikel 35 van het ontwerp vermeldt.

4.1. *In casu* moet worden opgemerkt dat het ontworpen ministerieel besluit in het licht van het bestaande juridische kader verscheidene problemen doet rijzen, meer bepaald wat betreft de nadere regels die bij het ministerieel besluit van 5 juni 2007 zijn vastgesteld.

4.2. Een ambtshalve weging van de functies van niveau A moet om de vijf jaar door de benoemende overheid worden uitgevoerd (artikel 7 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007), wat betekent dat ze voor het eerst moest plaatsvinden in 2009 (artikel 18 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007) en vervolgens in 2014 en in 2019.

De gemachtigde ambtenaren hebben echter bevestigd dat dit niet de strekking van het ontwerp is. Het feit dat het niet de bedoeling van het ontwerp is om alle bepalingen ter zake in een enkele tekst samen te brengen (zie *supra*, algemene opmerking 1) heeft als nadeel dat de eerstvolgende ambtshalve weging moet plaatsvinden met betrekking tot de functies die in ten minste drie teksten voorkomen (het ontworpen ministerieel besluit, het ministerieel besluit van 24 februari 2016 en het ministerieel besluit van 22 november 2016).

4.3. Vanwege het tijdsverloop zoals dat uit de ontworpen bepalingen voortvloeit, blijkt niet dat de benoemende overheid onmiddellijk nieuwe wegingen heeft uitgevoerd nadat de inhoud van de functie op beslissing van de overheid was gewijzigd (artikel 8 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007).

4.4. Artikel 14 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007 doet de wegingen in werking treden op de eerste daaropvolgende datum van 1 september, of het nu gaat om een eerste weging dan wel om volgende wegingen, hetgeen inhoudt dat de daaruit voortvloeiende gevolgen zoals vermeld in de artikelen 11, 12 en 13 van hetzelfde besluit, op die datum plaatsvinden. Zo bevat het ministerieel besluit van 5 juni 2007 dus geen bijzondere bepaling tot regeling van de inwerkingtreding van de eerste weging voor een nieuwe functie die na de inwerkingtreding van het besluit zou worden gecreëerd.

Uit het onderzoek van de bepalingen van het ontwerp [hoofdstuk III ("Slotbepalingen"), artikel 35 van het ontwerp][3] blijkt echter dat de steller van de tekst voor de inwerkingtredingen een onderscheid heeft gemaakt naargelang het gaat om nieuwe functies die een eerste weging impliceren (inwerkingtreding op de eerste dag van de maand die volgt op de vergadering van het hoog overlegcomité voor de politiediensten) dan wel om bestaande functies waarvoor een herweging is gedaan (inwerkingtreding op de datum van 1 september die volgt op de vergadering van het overlegcomité met toepassing van artikel 14 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007).

[3] Zie ook de twee tabellen die bij het advies van de inspecteur van Financiën van 3 mei 2021 zijn gevoegd ("bijlage 1 – herwegingen; bijlage 2 – nieuwe wegingen").

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Het lijkt inderdaad logisch dat de weging van een nieuwe functie sneller in werking treedt dan voorgeschreven bij artikel 14 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007 maar dan moet dat ministerieel besluit in die zin worden herzien. In het bestaande juridische kader komt het onderscheid dat de steller van de tekst in verband met de inwerkingtredingen invoert, evenwel niet voor.

4.5. Uit het voorgaande volgt dat de regels waarin het ministerieel besluit van 5 juni 2007, zoals het momenteel wordt opgevat, voorziet, *in casu* niet zijn gerespecteerd.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### Dispositief

### Artikel 30

1. Wanneer een artikel in paragrafen wordt opgedeeld, mag geen enkel deel van het artikel buiten die onderverdeling vallen; het §-teken, dat voor een paragraaf wordt gebruikt, dient niet als opsommingsteken.[4]

De vermeldingen "§ 1.", "§ 2." en "§ 3." moeten dan ook worden vervangen door de onderverdelingen "1°", "2°" en "3°".[5]

Artikel 35, twaalfde, negenentwintigste en dertigste lid, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor artikel 33 en voor artikel 35, vierde, achtste, vijftiende en drieëntwintigste lid.

2. Voorts dient men er rekening mee te houden dat artikel 30 in vier wijzigingen voorziet aangezien het erom gaat vier lijnen toe te voegen aan de tabel die is opgenomen in de bijlage bij het ministerieel besluit van 22 november 2016. De ontworpen bepaling bevat echter maar drie onderverdelingen.

Er dient een punt 4° te worden toegevoegd vóór de wijziging waarbij een lijn betreffende de "Bureauchef Technische ondersteuning" wordt ingevoegd in de bijlage bij het ministerieel besluit van 22 november 2016.

Dientengevolge moet artikel 35 van het ontwerp worden aangevuld ter bepaling van de datum van inwerkingtreding van artikel 30, 4°. Volgens de informatie die de gemachtigde ambtenaren hebben verstrekt, gaat het om 1 september 2020.

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 57.1 en 68.

[5] *Ibid*., aanbeveling 68.

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Artikel 33

De gemachtigde ambtenaren hebben bevestigd dat alle verschillende wegingen van de functies die zijn opgeheven in het ministerieel besluit van 24 februari 2016 overeenstemmen met de functies vermeld in de artikelen 2 tot 29 van het ontwerp (zie ook de bijlage bij het ontwerp, in het bijzonder de delen II tot XXIX).

Artikel 34

De voorliggende bepaling strekt ertoe de weging betreffende de "Adviseur Lid ICT Celhoofd ICT" die in deel I van de bijlage bij het ontwerp staat (zie artikel 1 van het ontwerp), op te heffen met ingang van 1 september 2018 (zie artikel 35, vijftiende lid, van het ontwerp).

Zoals al in algemene opmerking 1 is opgemerkt, worden de bepalingen die vervat zijn in het ministerieel besluit van 8 oktober 2009 'houdende de indeling in klassen van de ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie' overgenomen in artikel 1 van het ontwerp en in deel I van de bijlage bij het ontwerp.

De brief met de adviesaanvraag bevat daarover de volgende precisering:

> "Quant aux pondérations et répartitions en classes des fonctions de l'OCAM reprises en annexe de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 (annexe 5), entrées en vigueur le 1er septembre 2007, elles sont reprises dans l'arrêté ministériel en projet (partie I) vu l'absence de publication de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 au *Moniteur belge*. Le 1er septembre 2007 correspond à la date d'entrée en vigueur du nouveau statut des membres du personnel du cadre administratif et logistique de la police intégrée."

Ter wille van de rechtszekerheid dient aan hoofdstuk II "Wijzigings- en opheffingsbepalingen" een nieuw artikel te worden toegevoegd dat voorziet in de opheffing van het ministerieel besluit van 8 oktober 2009 'houdende de indeling in klassen van de ambten van niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie', ook al is dat ministerieel besluit nooit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 35

Artikel 35 voorziet in verschillende inwerkingtredingen die naargelang van het geval tussen 1 september 2007 en 1 september 2020 uitwerking hebben.

In de brief met de adviesaanvraag geeft de steller van de tekst deze toelichting:

> "Vous pourrez constater que l'entrée en vigueur des pondérations et des répartitions en classes des fonctions est prévue le 1er jour du mois qui suit la réunion du comité supérieur de concertation au cours de laquelle la pondération et la répartition en classes des fonctions en question a été concertée.

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Par contre, pour les fonctions déjà pondérées qui font l'objet d'une nouvelle pondération (parties IV, VIII, XIV, XXII et XXIX de l'annexe au projet d'arrêté ministériel ainsi que son art. 32), l'entrée en vigueur a lieu le 1er septembre qui suit ladite réunion, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale et au point 2.4 (conséquences liées à la pondération) de la GPI 60.

Votre attention est également attirée sur les pondérations et les répartitions en classes des fonctions reprises à la partie IV de l'annexe qui ont fait l'objet de nouvelles pondérations et répartitions en classes: les fonctions d'analystes stratégiques, de conseillers juristes du Service juridique et d'Officier de sécurité juriste suite à l'annulation des précédentes par le Conseil d'État (C.E, n° 239.475 du 20/10/2017, n° 239.978 du 28/11/2017 et n° 242.035 du 02/07/2018) tandis que la fonction de Conseiller Chef de service au sein de la Direction des Finances suite à une pondération et une répartition en classe erronées lors de l'optimalisation (annexe 4). Vu que le Conseil d'État a annulé l'arrêté ministériel du 24 février 2016 précité en tant qu'il concerne les premiers profils de fonctions précités et que cet arrêté doit être modifié en ce qu'il concerne le profil susmentionné au sein de DRF, les nouvelles pondérations entrent en vigueur le 1er septembre 2016, c'est à dire le 1er septembre qui suit le 26 octobre 2015, date d'entrée en vigueur de cet arrêté ministériel."

Wat de keuze van de datums van inwerkingtreding betreft, wordt verwezen naar de kritiek die hierboven in algemene opmerking 4.4 is gegeven.

Voorts volgt uit artikel 35 dat alle bepalingen van het ontwerp terugwerkende kracht hebben.

Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of rechtstoestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.[6]

Gelet op de technische aard van de materie en de talrijke datums van inwerkingtreding waarin artikel 35 van het ontwerp voorziet, was het niet mogelijk na te gaan of elk van die datums wel voldeed aan de reeds eerder vermelde voorwaarden.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat dat inderdaad geval is.

[6] Zie in dezelfde zin advies 54.470/2, op 4 december 2013 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 11 februari 2014 'houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54470), en advies 58.508/2, op 14 december 2015 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 24 februari 2016 'houdende de weging en de indeling in klassen van de ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58508).

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡

Bijlage

De legenda betreffende de acht wegingscriteria staat na het formulier en de ondertekening van de bijlage, zodat ze geen deel uitmaakt van de tekst van die bijlage. Een dergelijke handelwijze schaadt bovendien de leesbaarheid.

Die legenda dient bijgevolg aan het begin van de bijlage te worden geplaatst, tussen het opschrift van de bijlage en deel I van de bijlage. Ook dient te worden verwezen naar de hogere norm die wordt toegepast, aangezien die legenda is opgesteld overeenkomstig artikel II.III.14, § 14, eerste lid, van het RPPol.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Pierre VANDERNOOT

‡ LW-AGMVMBGDG-HADHDMU‡